



Communiqué

Le 13 juillet 2023, Madame Fiona Scott Morton Américaine de 56 ans, est nommée "Chief Economist" de la Direction Générale de la Concurrence de la Commission Européenne, pour un mandat de trois ans.

En nommant une personne de nationalité américaine non ressortissante d'un état membre de l'Union Européenne, cette désignation donne le sentiment que la Commission « travaille » contre l'Europe que nous voulons forte et souveraine.

Il est question ici de mise en danger de notre souveraineté, pourtant appelée de ses vœux par le Président de la République Emmanuel Macron.

Une mise en danger au présent comme au futur, et, comble de tout, par ceux qui devraient la servir !

Madame Fiona Scott Morton était lobbyiste à la Commission. Ce qui est surprenant c'est qu'il n'y a pas, en principe, de nomination de hauts fonctionnaires qui ne soient pas de nationalité d'un des pays de l'UE, il serait donc intéressant de connaître et d'analyser les étapes au sein du processus de nomination ayant conduit à ce choix.

Madame Fiona Scott Morton doit être chargée de faire respecter les règles de la concurrence, alors qu'elle conseille Amazon, Apple pourtant accusés de pratiques anti-concurrentielles, alors que les GAFAM (*G pour Google, F pour Facebook, M pour Microsoft et A pour Apple et Amazon*) font aujourd'hui en Europe l'objet de controverses, pour mémoire en 2018, Bruxelles a infligé une amende de 4 milliard d'euros à Google pour non-respect de la concurrence.

La régulation du numérique est un enjeu capital pour l'Europe, puisque celle-ci vient d'adopter le Digital Markets Act (DMA) porté par Thierry Breton, pour défendre sa souveraineté numérique face aux Etats -Unis. En effet les GAFAM vont devoir se plier à de nouvelles obligations et interdictions sous peine de

lourdes amendes, en vertu de ce règlement sur les marchés numériques DMA du 14 septembre 2022.

Grace au DMA l'Union Européenne veut mettre fin à la domination de ces géants en leur imposant des règles qui profiteront aux entreprises et aux citoyens européens.

Nous demandons que cette nomination soit reconsidérée : Pourquoi Bruxelles rejette la demande de la France de revoir cette nomination ?

Nous avons rêvé de cette Europe unie et forte, vecteur de paix dans le monde ! par cette nomination nous souhaitons comprendre où nos "Guides" veulent-ils nous mener ?

Comme l'écrit dans son communiqué l'école de guerre économique « Si cette nomination n'est pas annulée sous la pression des Etats membres qui refusent d'entrer dans cette logique suicidaire, il incombera désormais aux structures des sociétés civiles de mener une politique de guérilla informationnelle pour contrer la prise de contrôle rampante des organes vitaux de l'Union Européenne par les Etats-Unis d'Amérique. »

A l'heure où nous écrivons ces lignes il semble que Madame Scott Morton n'a pas encore signé de contrat.

Le think-tank Liberté et Prospective souhaite s'associer à l'initiative trans-partisane du Parlement Européen demandant à la Commission de revoir sa décision et nous appelons toutes les sociétés civiles de l'Union Européenne à s'élever d'une seule et même voix pour réaffirmer notre souhait d'indépendance et de souveraineté sur les choix au sein de l'Union Européenne.